



Quand les profs... COURRIEL

2009-2010

Rédaction: Diane Lafrance et Claude Tétreault
 Secrétariat: Luc Loignon

Le mercredi
 7 avril 2010
 (version pour imprimer)

ACCUEIL
 QUAND LES PROFS
 LE SYNDICAT
 COMITÉS
 DOSSIERS
 SYNDICAUX
 PUBLICATIONS

Sommaire

- Négociation
- L'homophobie, non merci!
- Manifestation à Sherbrooke ce jeudi
- À lire

Négociation

La semaine dernière, la vice-présidente du regroupement cégep de la FNEEQ-CSN, Micheline Thibodeau, avait convoqué les membres des exécutifs à un regroupement cégep extraordinaire, à Montréal. Nous devons rester *stand by* toute la semaine, car le gouvernement ainsi que les représentants du Front commun avaient annoncé un blitz des pourparlers aux différentes tables. Force est de constater que ce blitz n'a jamais eu lieu... des discussions se maintiennent, mais entre autres les représentants du ministère à la table sectorielle n'ont pas de réel mandat de sorte que dans l'état actuel, il est difficile de poursuivre les discussions.

Conséquemment, nous sommes de nouveau convoqués demain matin (jeudi 8 avril) à Montréal pour une instance extraordinaire conjointe des syndicats des secteurs public et parapublic de la CSN. En après-midi, il y aura un regroupement cégep qui se poursuivra le vendredi 9 avril. Évidemment, nous allons vous tenir au courant des derniers développements, mais tout porte à croire que nous devons entreprendre des moyens de pression lourds dans les prochains mois pour nous faire entendre...



FONDACTION
 CSN POUR LA COOPÉRATION
 ET L'EMPLOI



SPECS-CSN

475, rue du Cégep
 Pavillon 2, local 54-180
 Sherbrooke (Québec)
 J1E 4K1

819 564-6350 #5330
 819 562-6030 - télécopieur

Section interne



L'homophobie, non merci!



Encore une fois cette année, le comité LGBT et alliés organise une semaine de lutte contre l'homophobie qui aura lieu du 12 au 16 avril prochain. Pour le détail des activités, voir SAM.

Des autocollants, à porter fièrement ou à afficher à un endroit bien visible, seront envoyés dans les casiers de tout le personnel enseignant. On vous demanderait donc de ne pas oublier de passer à vos casiers.

L'homophobie, non merci!



Manifestation à Sherbrooke ce jeudi



Comité d'accueil
Le jeudi 8 avril 2010 à 11h00
Jean Charest sera au Delta pour présenter son budget à la Chambre de commerce à partir de 11h30
 Nous serons là pour l'accueillir au plus tard à 11h00 "Manifestation bruyante"
Venez en grand nombre!
 Le transport aller-retour vous est offert gratuitement :
 10h20 La Chaudière de l'Entrée
 10h30 187, rue Laurier
 10h40 Carrefour Dunant
 Soupe populaire sur place
 Pour information : 819-562-9547 (SPE)
 819-346-1874 (AECS)

Notre fédération (FNEEQ-CSN) ainsi que l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) font partie de la coalition contre la tarification et la privatisation des services publics. Le dépôt du budget du ministre Bachand justifie

grandement le bien-fondé de cette coalition. Une première manifestation a eu lieu le 1^{er} avril à Sherbrooke et à Montréal, mais ça ne suffit pas. Il faut plus que jamais montrer à Jean Charest et à son gouvernement que nous tenons à nos services publics.

Puisque Jean Charest sera à son bureau de Sherbrooke le jeudi 8 avril, une manifestation est prévue à l'Hôtel Delta :

- Départ en autobus à 10h45 en face du pavillon 5
- Retour prévu à 13h

Pour réserver votre place, passez au local de l'AÉCS (6-21-104).

L'organisme SPE (solidarité populaire Estrie) offrira un repas.



À lire

- Consultez notre **dossier de presse**
==> notamment l'article de Jean-Robert Sansfaçon paru dans le journal *Le Devoir* le 6 avril 2010: **Budget 2010-2011 - Les mauvaises cibles**
- **Des détails sur la négo:**
 - Numéros de l'*Info-négo FNEEQ*
 - Numéros de l'*Info-négo intersectoriel*
- FNEEQ-info en action internationale, numéro du 30 mars 2010: **Appel à la défense des droits et libertés**
- *Perspectives CSN*, numéro 29, mars 2010
- École et société:
Article 30: Une conférence trinationale à Montréal - Le Mexique: une résistance démocratique qui s'organise

Autres lectures

- **Étudiant:**
 - *Ultimatum*, volume 9, numéro 4, mars 2010
- **Politique:**
 - Campagne du MDN, Urgence démocratique, pour que chaque vote compte nouvelle)
- **Autre:**
 - Journal de l'Union des travailleuses et travailleurs accidenté-e-s de Montréal, printemps 2010.



Quand les profs... COURRIEL

ACCUEIL
 QUAND LES PROFS
 LE SYNDICAT
 COMITÉS
 DOSSIERS
 SYNDICAUX
 PUBLICATIONS

L'homophobie, non merci ! (du 12 au 16 avril 2010)

Cette année encore, l'arrivée du printemps marque, dans le réseau collégial, la **semaine de lutte contre l'homophobie**. Dans un milieu comme le nôtre, il est important de rappeler l'importance que nous accordons tous à **l'égalité des droits**. C'est pourquoi, le comité LGBT et alliés du SPECS-CSN est fier de vous proposer de vous afficher en toute solidarité en apposant cet autocollant dans un endroit bien visible.

Ce petit geste peut compter pour beaucoup dans la vie des élèves pour qui nous sommes des figures significatives. Il est étonnant de constater comment l'homophobie est présente autour de nous. Et la lutte pour **l'égalité est affaire de tous**.

En cette année olympique, l'équipe, en collaboration avec le CIOSAL, l'AECS et les Services aux étudiants, a concocté une semaine d'activités sur le thème **Parler du silence, l'homophobie dans le sport**. Conférences avec sportifs invités, activités de sensibilisation, sortie du placard, grande journée cinéma : du 12 au 16 avril*, le Cégep vibrera de la réalité des personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres.

Il serait illusoire de croire que, sans une participation massive des alliés que vous pouvez être, les mentalités pourront changer. Et l'enjeu est important ! Ce sont nos fils et nos filles qui se retrouvent souvent déboussolés devant les signes d'une attirance pour une personne du même sexe.

Bref, soyons solidaires, n'ayons pas peur de dénoncer la discrimination et de valoriser la diversité ! Ensemble pour un respect intégral des personnes !

*Pour le détail des activités, voir SAM.



SPECS-CSN

475, rue du Cégep
 Pavillon 2, local 54-180
 Sherbrooke (Québec)
 J1E 4K1

819 564-6350 #5330
 819 562-6030 - télécopieur

Section interne

Les mauvaises cibles

Depuis la lecture du budget, la plupart des commentaires ont porté sur la façon inéquitable retenue par le gouvernement Charest d'augmenter ses revenus. Or le vrai défi, c'est celui des dépenses, tant dans les grands réseaux qu'au sein des sociétés d'État où les privilèges font partie de la culture d'entreprise.

L'

engagement le plus exigeant du budget du Québec 2010-2011 n'est pas de taxer davantage, un truc facile et instantané, mais de faire porter 60 % de l'effort du côté des dépenses... sans en affecter la qualité. Pour illustrer l'ampleur du défi, il suffit de comparer avec l'Ontario: pendant que le Québec prévoit ramener sa dette (déficits cumulés) de 35 % à 29 % du PIB en seulement cinq ans, l'Ontario suivra le chemin inverse en laissant la sienne grimper de 24 % à 29 %!

Pour réussir cet exploit, le gouvernement Charest parle de ralentir le rythme d'augmentation de ses dépenses de trois milliards par année qu'elles seraient normalement, à deux milliards. Quand on sait que les médecins, les policiers et les 475 000 syndiqués demandent ensemble beaucoup plus que ces deux milliards d'augmentations par année, on comprend que l'exercice laissera des plaies sanglantes dans les services publics et que les années de paix sociale tirent à leur fin au pays de Jean Charest.



JEAN-ROBERT
SANSFAÇON

Québec se promet d'abord de geler les coûts de la rémunération totale dans tous les ministères et organismes, forçant chacun d'eux à réduire ses dépenses de façon très importante pour absorber toute augmentation de salaire à venir.

Puis, on étendra la politique de non remplacement d'un retraité sur deux à tous les services administratifs des grands réseaux de la santé et de l'éducation et on tentera de sabrer le nombre de cadres que l'on a laissé grimper ces dernières années. Malheureusement, à cause de l'aspect tout à fait improvisé d'une opération pourtant indispensable, le climat de travail et le rendement des employés seront affectés partout où la hache remplacera le scalpel.

Là où des gains de productivité très importants, de l'ordre d'un milliard ou deux par année, auraient dû être ciblés, c'est au sein des sociétés d'État comme Hydro-Québec, la SAQ, Loto-Québec et les autres. À titre d'exemple, Québec demande à Hydro-Québec de réduire ses dépenses d'un total de 275 millions pour les trois prochaines années, soit à peine 1 % des quelque 23 milliards de dépenses prévues. Or, malgré la baisse de son dividende de 400 millions par année, Hydro s'apprête à distribuer près de 50 à 100 millions en primes à ses employés, portant ainsi leur augmentation salariale à plus de 6 % pour une énième année consécutive.

Le même scénario prévaut à la Société des alcools, à Loto-Québec, à la Caisse de dépôt, à la SAAQ et à la SGF... tiens, celle-là même qui a doublé la rémunération de son président pour la porter à plus de 500 000 \$ l'an dernier malgré des pertes d'un demi-milliard en deux ans. Cherchez l'erreur!

À l'évidence, les grenailles qui tiennent lieu de gains de productivité dans les sociétés d'État n'apparaissent au dernier budget que pour faire croire au bon peuple que tout le monde apporte sa contribution. En fait, ce sont les travailleurs de première ligne de nos grands réseaux de la santé et de l'éducation qui feront les frais de cette majestueuse improvisation budgétaire destinée à séduire les milieux d'affaires et le lobby d'économistes qui leur sert de caution intellectuelle. Et l'on ose qualifier cela de courageux?



APPEL À LA DÉFENSE DES DROITS ET LIBERTÉS

Face au recul alarmant des libertés publiques au Canada, nous soussigné-es, demandons au gouvernement du Canada :

- de respecter et de promouvoir l'ensemble des droits humains, notamment les libertés d'expression et d'opinion;
- d'assurer l'indépendance de *Droits et démocratie* et de respecter l'intégralité de son mandat soit la défense des droits humains et la promotion d'institutions et de pratiques démocratiques partout dans le monde. Cela implique que l'organisation puisse poursuivre ses activités au Proche-Orient en soutenant les organisations de promotion des droits tant en Israël qu'en Palestine occupée;
- le maintien du financement de la Fédération canado-arabe, de Kaïros et d'*Alternatives*.

ACTION

**ENVOYÉ VOTRE APPUI PAR COURRIEL À MADAME LORRAINE GUAY
COALITION POUR LA JUSTICE ET LA PAIX EN PALESTINE**

lorraineguay@videotron.ca

Une série d'événements récents, tous liés aux positions inconditionnellement pro-gouvernement israélien du gouvernement Harper, nous interpelle en tant que citoyens et citoyennes. D'abord les coupures injustifiées à des organismes de coopération internationale et de défense des droits humains tels Kaïros et Alternatives de même qu'à la Fédération canado-arabe; puis la crise actuelle à *Droits et Démocratie* provoquée par des nominations hautement partisans de la part du gouvernement; enfin l'annonce d'une motion du député conservateur T. Uppal invitant la Chambre des Communes à déclarer le Canada inconditionnellement « ami d'Israël », à assimiler à de l'antisémitisme tout lien entre les politiques du gouvernement d'Israël et l'apartheid, ceci afin de condamner (et si possible de faire interdire) la *Semaine contre l'apartheid israélien* qui se déroule présentement sur les campus étudiants au Canada et partout à travers le monde.

La FNEEQ-CSN et la CSQ seront les hôtes, au début de mai prochain, de la IXe Conférence trinationale pour la défense et la promotion de l'école publique¹. À tous les deux ans, cette conférence permet à des délégués syndicaux, mais aussi à des militantes et des militants en provenance des trois pays nord-américains, de se rencontrer et de discuter de la situation de l'école publique qui, on s'en doute, est passablement différente dans leurs pays respectifs.

Une conférence trinationale à Montréal

LE MEXIQUE : UNE RÉSISTANCE DÉMOCRATIQUE QUI S'ORGANISE

Au Mexique, les conditions de travail – salaires, retraite et sécurité d'emploi – sont, à plusieurs endroits, tout simplement révoltantes. Dans plusieurs états, les droits des travailleurs sont carrément bafoués et les tentatives de résistance étouffées dans la violence.

En 2006, Oaxaca a été le foyer d'une telle révolte. Enseignantes et enseignants se sont joints à un front populaire qui a paralysé la ville pendant plusieurs semaines. Ce front populaire a diffusé les messages de la résistance après la prise de contrôle d'un poste de radio local, dressé des barrages sur la route et tenu une grève générale. Le gouverneur de l'État a envoyé l'armée pour épauler la police locale, ce qui a généré des affrontements violents qui ont fait quelques morts et au cours desquels plusieurs militantes et militants ont été incarcérés. La FNEEQ avait d'ailleurs, à l'époque, participé à une délégation internationale dont la visite en sol mexicain avait permis la libération d'une trentaine de ces prisonniers politiques.

Malheureusement, la situation de nos collègues enseignants mexicains est aggravée par la corruption généralisée qui règne au sein de leur syndicat national, le SNTE. Les accointances de la haute direction de ce syndicat avec le gouvernement ne sont plus un secret pour personne et on parle tout autant de détournements d'argent que de graves manquements à la démocratie. Ce syndicat vient d'ailleurs d'être exclu de l'Internationale de l'éducation (IE). Plusieurs sections locales tentent cependant de développer, dans leurs rangs, une branche dite «démocratique» qui veut faire changer les choses. La vingtaine de délégués mexicains qui assisteront à la conférence de Montréal font partie de ce courant.

LES ÉTATS-UNIS, TERRE BÉNIE DU PRIVÉ

Chez nos voisins du Sud, le trait marquant de la situation est sans doute l'omniprésence de l'entreprise privée, dans tous les secteurs de l'éducation. Les États américains confient de larges pans de la réalité scolaire au privé (l'évaluation des élèves, par exemple, ou celle des établissements) quand ils ne délèguent pas complètement la mission éducative des écoles à des firmes privées : à Los Angeles, le gouvernement de la Californie entend faire passer, dès septembre, plus de 250 écoles aux mains du secteur privé, en abrogeant au passage, dans certains cas, les conventions collectives.

On part donc de loin, d'autant que la volonté de résistance à cette dérive vers le secteur privé n'imprègne pas nécessairement beaucoup la culture syndicale, au pays de la libre entreprise. Il est donc difficile, pour l'instant, de compter beaucoup sur les organisations syndicales elles-mêmes pour renverser la tendance. Cependant, à plusieurs endroits, il se forme des groupes mixtes de parents, d'enseignantes et d'enseignants qui tentent de sensibiliser ces organisations à l'urgence d'agir. Il reste toutefois beaucoup de chemin à parcourir... Dans l'une des réunions préparatoires à la conférence de mai, un délégué fort sympathique de Seattle s'est finalement décidé à lever la main et à demander candidement : « *Je vous écoute avec attention depuis le début, mais quelqu'un pourrait-il m'expliquer ce que c'est, le néolibéralisme?* »

ET CHEZ NOUS?

La conférence de mai permettra aussi de faire le point sur la situation de l'école publique, au Québec comme dans le ROC (le «*Rest of Canada*»). Nous accueillerons ainsi des représentants syndicaux de la Colombie-Britannique, du Manitoba et de l'Ontario.

De manière générale, au cours de la fin de semaine, il sera question de résistance organisée à l'intrusion du privé en éducation (un des ateliers du samedi portera d'ailleurs sur les luttes gagnantes à cet égard) ainsi que de promotion de l'école publique. D'autres thèmes seront également abordés, notamment la question des autochtones et celle du financement de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Une déclaration en faveur de l'école publique, dont le projet a été mis sur le site web de la conférence, sera adoptée le dimanche matin.

La conférence d'ouverture, «*Pour une éducation publique et démocratique en Amérique du Nord*» – le vendredi 7 mai à 19 heures à la salle Marie Gérin-Lajoie de l'Université du Québec à Montréal (local J-M400, niveau du métro, 405 rue Ste-Catherine est) – est un événement grand public et gratuit.

Pour l'ensemble de la conférence trinationale, la FNEEQ paie l'inscription des membres intéressés à y participer mais, **comme les places sont limitées**, il faut faire vite et signaler son intérêt à Sylvie Patenaude (sylvie.patenaude@csn.qc.ca ou 598- 2053).

ⁱ Elle aura lieu cette année les 7, 8 et 9 mai à l'UQAM. Tous les détails sur www.trinationalcoalition.org